

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie

au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de **croissance mondiale** à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la **zone euro**, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* », à savoir « *un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

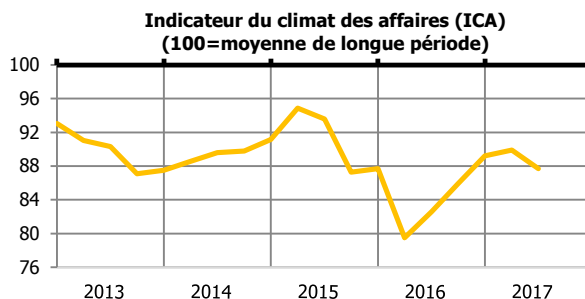
Ralentissement de l'activité bancaire

L'activité bancaire a tendance à ralentir au cours du premier semestre 2017. **L'encours brut total des crédits** octroyés par les établissements de crédit installés localement (ECIL) atteint 750 milliards de F CFP fin juin 2017. Il continue de progresser sur un an, mais à un rythme plus modéré qu'auparavant (+1,7 % en glissement annuel à fin juin 2017, après +3,8 % à fin décembre 2016). Cette hausse est désormais portée par les seuls crédits sains aux ménages (+4,6 %, après +6,3 % six mois plus tôt), soutenus par des crédits à l'habitat toujours dynamiques (+5,8 %). Les crédits sains aux entreprises et aux collectivités locales se retournent à la baisse (-0,6 % et -3,9 % respectivement).

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux se dégrade progressivement, avec une progression de 5,7 % sur un an des créances douteuses brutes. Le taux de créances douteuses demeure faible cependant, à 3,35 % (après 3,23 % en juin 2016).

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques continue de ralentir en glissement annuel (+1,9 % après +2,2 % à fin décembre 2016). Cette décélération s'explique principalement par la baisse des dépôts à terme (-4,6 %) et des titres de créances négociables (-22,7 %). Parallèlement, les dépôts à vue progressent de 7,6 %, et expliquent l'essentiel de la hausse de la collecte locale.

Cette perte de dynamisme de l'activité bancaire est à l'image de l'évolution de l'économie calédonienne dans son ensemble. L'indicateur du climat des affaires se retourne en effet à la baisse au 2^e trimestre 2017, et reste ainsi bien en deçà de sa moyenne de longue période, traduisant les incertitudes économiques et institutionnelles qui marquent durablement le territoire.



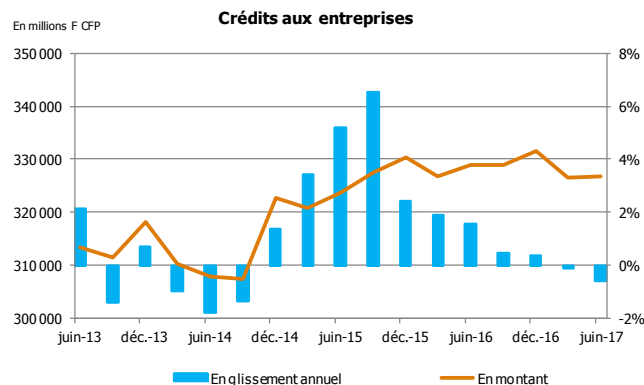
Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IIEOM

Léger recul des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** octroyés localement s'établit à 327 milliards de F CFP. Son rythme de croissance ralentit progressivement depuis le début de l'année 2016, puis se contracte légèrement au cours du 1^{er} semestre 2017 (-0,6 % en glissement annuel fin juin 2017).

Cette contraction s'explique principalement par celle du **financement de l'investissement**, qui représente 56 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, et recule de 1,4 % sur un an (après +0,5 % six mois plus tôt).

L'encours des **crédits d'exploitation** se replie lui aussi (-1,2 % sur un an), en lien avec la baisse sensible des comptes ordinaires débiteurs (-10,3 %). Seuls les **crédits à l'habitat** (crédits à la construction, crédits promoteurs...) continuent de progresser, mais à un rythme moins prononcé qu'auparavant : +3,5 % sur un an, après +4,9 % en décembre 2016.

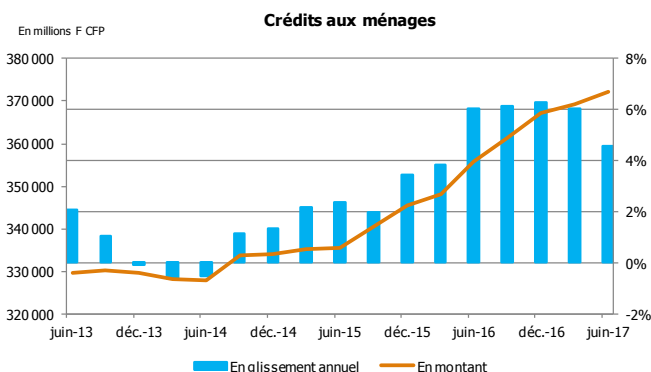


Ralentissement des crédits aux ménages

L'encours sain des **crédits aux ménages** octroyés localement atteint 372 milliards de F CFP, en hausse de 4,6 % en glissement annuel (contre +6,3 % six mois plus tôt).

Ce ralentissement est lié à celui des **crédits à l'habitat**, qui représentent 82 % des crédits accordés aux ménages calédoniens. Ils progressent encore de 5,8 % en glissement annuel, un rythme proche de celui observé en France métropolitaine, mais inférieur à celui enregistré durant un an (autour de +8,0 %).

Les **crédits à la consommation** se contractent une nouvelle fois (-0,5 %), et restent ainsi sur la tendance à la baisse observée depuis fin 2015.



Baisse des crédits aux collectivités locales

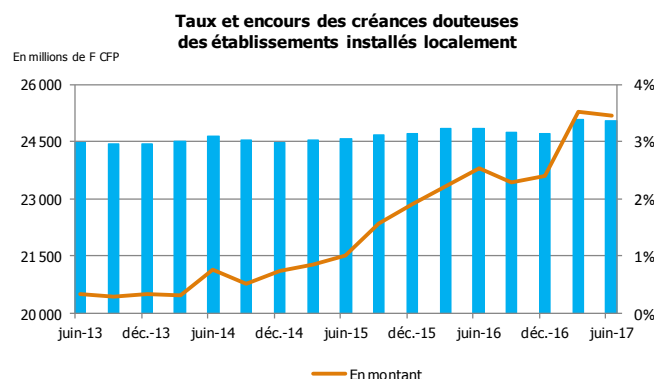
Les **collectivités locales** voient l'encours de leurs **crédits consentis localement** se replier sur un an (-3,9 %), en raison du fort recul des **crédits d'exploitation** (-47,4 %). Les **crédits d'investissement** (92 % du total des crédits locaux aux collectivités locales) continuent de progresser, mais à un rythme nettement plus modéré qu'aux trimestres précédents (+3,0 % sur un an). Pour mémoire, les collectivités locales ne sont financées qu'à la marge localement, l'essentiel de leurs financements est apporté par des établissements de crédit hors zone d'émission.

L'encours des **crédits des autres agents** marque le pas (-15,6 %, après +7,8 % six mois plus tôt).

Légère hausse de la sinistralité

Après s'être stabilisé sur la seconde partie de l'année 2016, l'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux progresse de 6,7 % au premier semestre. L'encours brut total baisse de 0,6 % sur la même période, entraînant une hausse du taux des créances douteuses, qui s'établit à 3,35 % (+0,22 point).

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses est de 60,4 %, en baisse de 2,2 points sur le semestre.



Poursuite du ralentissement des actifs financiers

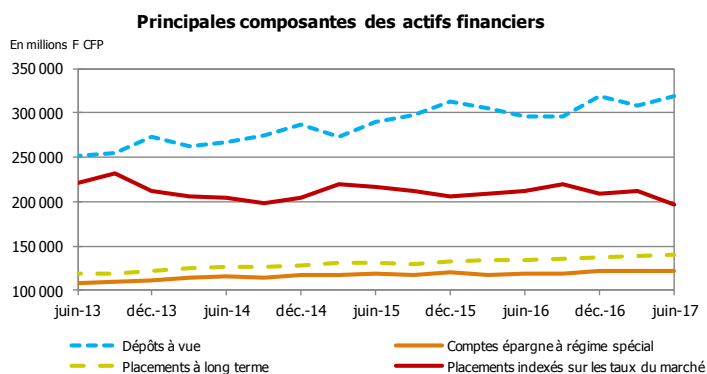
Les actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques calédoniens, principalement constitués de dépôts locaux (80 %), s'élevèrent à 777 milliards de F CFP à fin juin 2017. Ils progressent à un rythme plus modéré qu'à la fin de l'année 2016 (+1,9 % en glissement annuel à juin 2017, après +2,2 % six mois auparavant).

Les **actifs financiers des sociétés non financières** (un tiers de l'encours total) se contractent sur le premier semestre 2017 (-5,6 %) mais sont stables sur un an (-0,1 %). Cette stabilisation apparente masque une hausse des dépôts à vue (+5,1 % sur un an), de même ampleur en valeur que la baisse des placements liquides ou à court terme (-7,6 %). Les **dépôts des ménages** (54 % du total), en léger retrait sur le premier semestre (-0,1 %), continuent de progresser sur un an (+3,4 %, après +3,6 % six mois plus tôt). Ils sont portés en majeure partie par les dépôts à vue (+6,4 % sur un an), et dans une moindre mesure, par l'épargne à long terme (+3,6 %) et les placements liquides ou à court terme (+0,8 %). Enfin, les **dépôts des autres agents** (15 % du total) s'accroissent de manière sensible sur le premier semestre (+5,3 %, mais +1,0 % sur un an).

Ralentissement des dépôts locaux

L'encours des **dépôts collectés et gérés par le système bancaire local**, toujours bien orienté, voit son rythme de croissance ralentir sur un an (+1,8 %). Il s'établit à 621 milliards de F CFP à fin juin 2017.

Cette progression s'explique principalement par celle des **dépôts à vue** (+7,6 %) et, dans une moindre mesure, par les **comptes d'épargne à régime spécial** (+3,2 %), eux-mêmes portés par la hausse des dépôts sur livrets ordinaires (+3,4 %). Les **placements indexés sur les taux du marché**, qui s'étaient redressés, marquent le pas pour les sociétés non financières (SNF) comme pour les ménages (respectivement -7,6 % et -5,4 %), en lien avec des taux de marchés toujours négatifs.



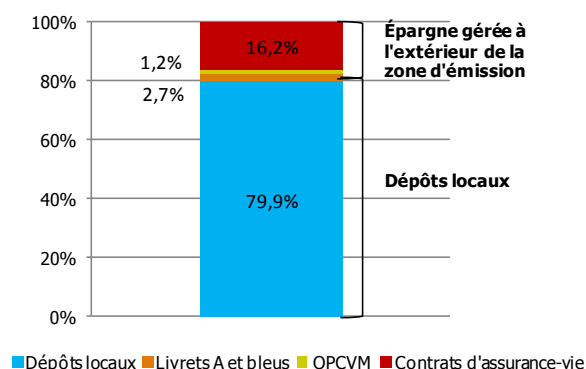
Progression des placements hors zone d'émission

Parallèlement aux dépôts destinés à alimenter des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Ces avoirs continuent de progresser sur un an (+2,5 %), du fait de la hausse des contrats d'assurance-vie (+4,5 %), qui représentent 81 % de l'épargne collectée par les banques mais gérée en dehors de la zone d'émission.

En revanche, l'encours des livrets A et bleus (13 % des placements hors zone) poursuit son repli (-1,5 %), compte tenu de la moindre attractivité de ces supports suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 0,75 % le 1^{er} août 2015 et inchangé depuis (taux confirmé le 13 juillet 2017).

Enfin, l'encours des dépôts sur d'autres types de supports, qui représentent globalement 9,3 milliards de F CFP, se replie nettement sur un an (-12,2 %).

Répartition des dépôts

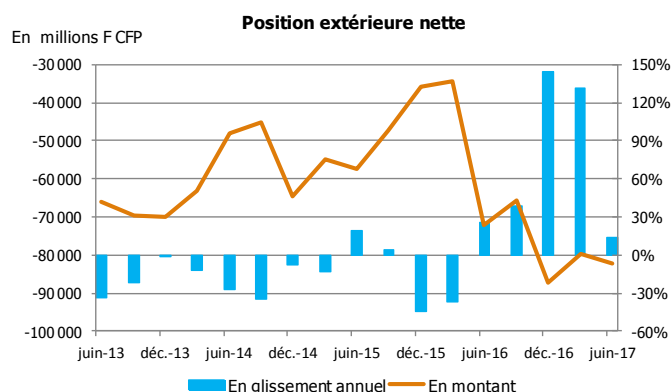


Creusement du déficit emplois-ressources de la place bancaire

Stabilisation du déficit de la position extérieure nette à un niveau élevé

La progression annuelle des crédits bruts (+12,8 milliards de F CFP) étant une nouvelle fois plus importante que la collecte des dépôts (+10,3 milliards de F CFP), le solde emplois-ressources clientèle du système bancaire local se détériore, avec 2,6 milliards de F CFP de déficit supplémentaire (+1,8 %)

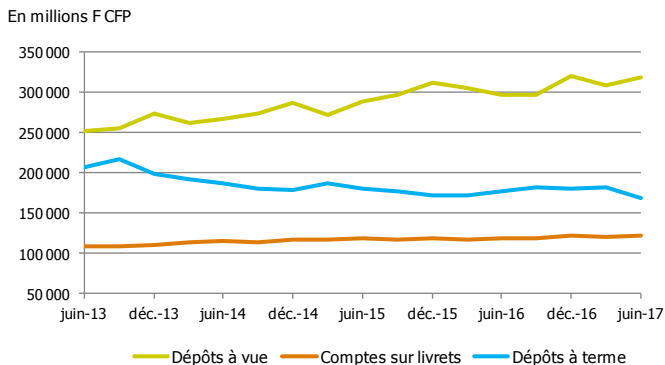
Les dépôts collectés à fin juin 2017 couvrent 85 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 82 % un an plus tôt. La position extérieure nette se dégrade en glissement annuel, mais de manière nettement plus modérée qu'au cours des précédents trimestres. Cette évolution traduit un besoin de refinancement plus important des banques en dehors de la zone d'émission. Ainsi, le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, augmente de 14 % en glissement annuel, soit 9,9 milliards de F CFP de déficit supplémentaire (après une hausse de 51 milliards de F CFP du déficit à fin décembre 2016 en glissement annuel).



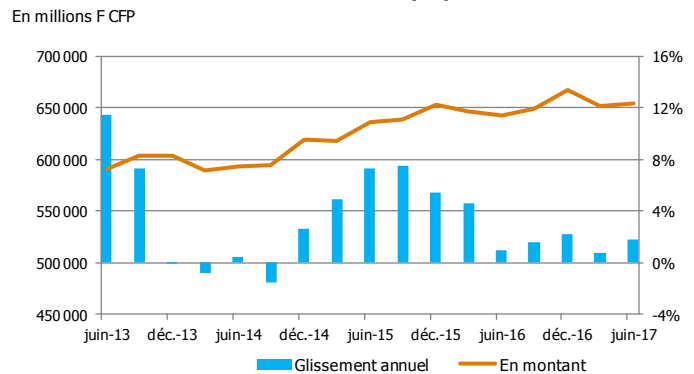
Augmentation de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'accroît en glissement annuel (+1,8 %, après +2,2 % six mois plus tôt), pour s'établir à 654,3 milliards de F CFP. Cette progression est imputable principalement à celle des dépôts à vue (+7,6 %) et, de manière plus limitée, à celle des comptes sur livrets (+2,5 %). En revanche, les dépôts à terme et les titres sur créances négociables reculent sur la même période (-4,6 % et -22,7 % respectivement).

Principales composantes de la masse monétaire (M3)



Masse monétaire (M3)

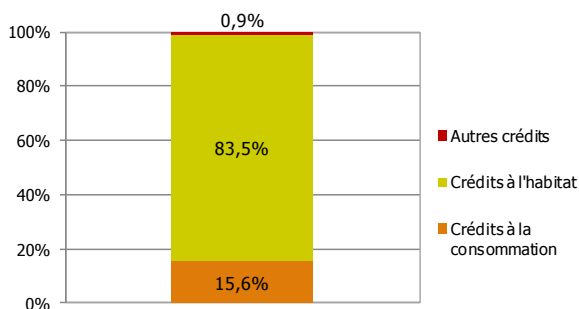


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

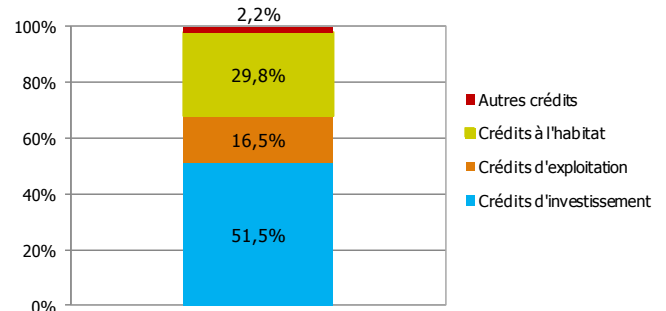
En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés **hors de la zone d'émission**.

La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 34,3 % du total des engagements (+1,7 point sur un an). Elle est de 20,3 % sur la clientèle des ménages, de 32,4 % sur les entreprises, et de 89,7 % des crédits aux collectivités locales (+2,8 points sur un an).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



À fin juin 2017, l'**encours brut total** des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 1 136 milliards de F CFP, en hausse de 4,2 % en glissement annuel (après +5,2 % six mois plus tôt). Outre la hausse des crédits à l'habitat des ménages déjà évoquée (s'agissant très majoritairement de crédits octroyés localement), l'évolution de l'encours brut total s'explique par la progression sensible de l'encours hors zone de crédits aux collectivités locales et aux entreprises (respectivement de +26,2 % et +4,5 %), qui évoluent donc à l'inverse des crédits locaux.

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	16 245	15 412	17 934	19 292	19 449	20 843	20 137	20 790	-0,3%	7,8%
<i>Billets</i>	<i>14 425</i>	<i>13 469</i>	<i>15 891</i>	<i>17 172</i>	<i>17 298</i>	<i>18 654</i>	<i>17 953</i>	<i>18 571</i>	-0,4%	8,1%
<i>Pièces</i>	<i>1 820</i>	<i>1 943</i>	<i>2 043</i>	<i>2 120</i>	<i>2 151</i>	<i>2 189</i>	<i>2 184</i>	<i>2 219</i>	1,4%	4,7%
Dépôts à vue	251 986	266 433	289 450	296 536	296 737	319 592	308 195	319 042	-0,2%	7,6%
TOTAL M1	268 231	281 845	307 384	315 828	316 186	340 435	328 332	339 832	-0,2%	7,6%
M2-M1	108 329	115 877	118 836	118 678	119 072	122 072	121 147	121 602	-0,4%	2,5%
Comptes sur livrets	107 724	115 329	118 326	118 193	118 594	121 611	120 688	121 146	-0,4%	2,5%
Comptes épargne logement	605	548	510	485	478	461	459	456	-1,1%	-6,0%
TOTAL M2	376 560	397 722	426 220	434 506	435 258	462 507	449 479	461 434	-0,2%	6,2%
M3-M2	214 408	195 703	210 432	208 010	214 433	205 297	202 082	192 881	-6,0%	-7,3%
Dépôts à terme	207 249	186 163	180 444	176 960	181 885	179 477	181 687	168 865	-5,9%	-4,6%
Titres de créance négociables	7 118	9 540	29 988	31 050	32 548	25 820	20 395	24 016	-7,0%	-22,7%
Bons de caisse	41	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	590 968	593 425	636 652	642 516	649 691	667 804	651 561	654 315	-2,0%	1,8%
P1	3 509	3 694	4 419	4 823	4 791	4 856	4 851	4 892	0,7%	1,4%
Plans d'épargne logement	3 315	3 474	4 164	4 525	4 506	4 582	4 579	4 581	0,0%	1,2%
Autres compte d'épargne à régime spécial	194	220	255	298	285	274	272	311	13,5%	4,4%
M3+P1	594 477	597 119	641 071	647 339	654 482	672 660	656 412	659 207	-2,0%	1,8%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	142 738	135 938	153 880	173 986	161 557	194 801	181 361	170 108	-12,7%	-2,2%
Institut d'émission	49 216	39 496	66 091	81 160	64 006	90 999	73 807	66 989	-26,4%	-17,5%
Établissements de crédit	93 522	96 442	87 789	92 826	97 551	103 802	107 554	103 119	-0,7%	11,1%
Créances du Trésor public	21 662	23 057	23 104	23 715	24 852	24 261	23 102	24 689	1,8%	4,1%
Concours sur ressources monétaires	426 568	434 430	459 668	444 815	463 282	448 742	447 098	459 518	2,4%	3,3%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	689 645	682 631	707 415	737 186	740 864	754 378	747 595	750 073	-0,6%	1,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	263 077	248 201	247 747	292 371	277 582	305 636	300 497	290 555	-4,9%	-0,6%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>61 174</i>	<i>66 037</i>	<i>71 030</i>	<i>75 089</i>	<i>75 445</i>	<i>76 285</i>	<i>76 243</i>	<i>79 128</i>	3,7%	5,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>12 224</i>	<i>12 701</i>	<i>13 150</i>	<i>14 197</i>	<i>14 058</i>	<i>14 773</i>	<i>15 072</i>	<i>15 199</i>	2,9%	7,1%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>159 695</i>	<i>144 540</i>	<i>145 299</i>	<i>165 149</i>	<i>163 099</i>	<i>190 997</i>	<i>187 449</i>	<i>185 362</i>	-3,0%	12,2%
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>3 508</i>	<i>3 694</i>	<i>4 419</i>	<i>4 823</i>	<i>4 791</i>	<i>4 856</i>	<i>4 851</i>	<i>4 891</i>	0,7%	1,4%
<i>Divers</i>	<i>26 476</i>	<i>21 229</i>	<i>13 849</i>	<i>33 113</i>	<i>20 189</i>	<i>18 725</i>	<i>16 882</i>	<i>5 975</i>	-68,1%	-82,0%
Total M3	590 968	593 425	636 652	642 516	649 691	667 804	651 561	654 315	-2,0%	1,8%
Position extérieure nette	-66 173	-48 098	-57 510	-72 323	-65 548	-87 195	-79 895	-82 243	-5,7%	-13,7%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Emplois	718 751	714 031	770 014	794 655	788 929	815 787	797 419	794 679	-2,6%	0,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	689 645	682 631	707 415	737 186	740 864	754 378	747 595	750 073	-0,6%	1,7%
Réserves obligatoires et libres	29 106	31 400	62 599	57 469	48 065	61 409	49 824	44 606	-27,4%	-22,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	718 751	714 031	770 014	794 655	788 929	815 787	797 419	794 679	-2,6%	0,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	548 577	550 082	590 091	593 213	600 367	617 582	603 035	603 528	-2,3%	1,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	73 397	78 738	84 180	89 286	89 503	91 057	91 315	94 327	3,6%	5,6%
Excédent des opérations diverses des EC	19 263	19 137	20 507	23 101	24 074	10 122	13 411	4 685	-53,7%	-79,7%
Réescompte	11 341	17 976	17 725	16 733	9 437	9 831	9 763	9 896	0,7%	-40,9%
Position extérieure nette des EC (si négative)	66 173	48 098	57 511	72 322	65 548	87 195	79 895	82 243	-5,7%	13,7%
Solde emplois-ressources clientèle	141 068	132 549	117 324	143 973	140 497	136 796	144 560	146 545	7,1%	1,8%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	221 272,4	220 559,3	244 855,5	245 060,9	251 660,8	259 359,5	251 988,5	244 726,1	-5,6%	-0,1%
Dépôts à vue	117 722,6	126 882,3	135 366,2	143 126,5	143 351,7	159 532,3	148 202,2	150 471,4	-5,7%	5,1%
Placements liquides ou à court terme	100 879,9	92 171,0	108 448,6	100 900,8	107 768,1	99 433,6	102 765,2	93 237,8	-6,2%	-7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	163,4	187,0	118,1	136,8	127,7	99,6	137,8	118,1	18,6%	-13,7%
Placements indexés sur les taux de marché	100 716,5	91 984,0	108 330,5	100 764,0	107 640,4	99 334,0	102 627,4	93 119,7	-6,3%	-7,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>87 498,6</i>	<i>74 121,0</i>	<i>72 839,5</i>	<i>65 760,8</i>	<i>73 494,6</i>	<i>72 033,3</i>	<i>72 986,2</i>	<i>65 525,4</i>	-9,0%	-0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>3 619,5</i>	<i>5 729,7</i>	<i>2 791,2</i>	<i>1 117,1</i>	<i>1 116,9</i>	<i>967,1</i>	<i>6 313,2</i>	<i>613,2</i>	-36,6%	-45,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>29 987,9</i>	<i>31 050,3</i>	<i>32 548,0</i>	<i>25 820,1</i>	<i>20 395,3</i>	<i>24 015,8</i>	-7,0%	-22,7%
Épargne à long terme	2 669,9	1 506,0	1 040,7	1 033,7	541,1	393,7	1 021,1	1 016,9	158,3%	-1,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 632,7</i>	<i>1 460,4</i>	<i>998,7</i>	<i>1 008,0</i>	<i>507,9</i>	<i>356,7</i>	<i>983,7</i>	<i>979,8</i>	174,7%	-2,8%
Ménages*	364 728,2	382 948,0	398 348,6	403 596,1	405 807,0	417 942,5	416 291,4	417 446,8	-0,1%	3,4%
Dépôts à vue	102 764,0	108 269,1	118 611,2	122 483,0	122 905,4	129 869,2	128 862,8	130 383,1	0,4%	6,4%
Placements liquides ou à court terme	146 422,1	152 070,8	150 961,5	149 092,4	149 174,3	152 673,7	151 364,9	150 317,8	-1,5%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	103 714,4	111 220,9	113 793,3	113 340,8	113 776,2	116 835,0	116 108,0	116 482,8	-0,3%	2,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>81 573,5</i>	<i>88 063,8</i>	<i>91 398,9</i>	<i>91 701,5</i>	<i>92 377,7</i>	<i>95 307,1</i>	<i>94 787,1</i>	<i>95 146,5</i>	-0,2%	3,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>21 118,1</i>	<i>22 166,6</i>	<i>21 416,3</i>	<i>20 657,3</i>	<i>20 423,7</i>	<i>20 556,6</i>	<i>20 353,7</i>	<i>20 373,4</i>	-0,9%	-1,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>417,6</i>	<i>442,5</i>	<i>468,4</i>	<i>496,8</i>	<i>496,8</i>	<i>510,0</i>	<i>508,5</i>	<i>506,5</i>	-0,7%	2,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>509,7</i>	<i>485,3</i>	<i>478,1</i>	<i>461,2</i>	<i>458,7</i>	<i>456,4</i>	-1,0%	-5,9%
Placements indexés sur les taux de marché	42 707,8	40 849,9	37 168,2	35 751,6	35 398,0	35 838,7	35 257,0	33 835,0	-5,6%	-5,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>41 909,1</i>	<i>40 037,3</i>	<i>36 397,3</i>	<i>35 339,4</i>	<i>34 993,7</i>	<i>35 473,1</i>	<i>34 940,6</i>	<i>33 549,3</i>	-5,4%	-5,1%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>758,2</i>	<i>812,6</i>	<i>770,9</i>	<i>412,2</i>	<i>404,3</i>	<i>365,6</i>	<i>316,3</i>	<i>285,7</i>	-21,9%	-30,7%
Épargne à long terme*	115 542,1	122 608,1	128 775,9	132 020,8	133 727,3	135 399,7	136 063,7	136 745,9	1,0%	3,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 473,2</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 524,7</i>	<i>4 505,8</i>	<i>4 581,7</i>	<i>4 579,0</i>	<i>4 580,6</i>	0,0%	1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>255,3</i>	<i>298,0</i>	<i>285,1</i>	<i>273,9</i>	<i>271,9</i>	<i>310,8</i>	13,4%	4,3%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 800,1</i>	<i>5 574,9</i>	<i>4 368,0</i>	<i>3 464,0</i>	<i>3 705,6</i>	<i>3 875,4</i>	<i>3 827,2</i>	<i>3 758,8</i>	-3,0%	8,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>3 263,2</i>	<i>3 576,5</i>	<i>3 731,7</i>	<i>2 965,4</i>	<i>2 805,7</i>	<i>2 702,3</i>	<i>2 262,5</i>	<i>1 873,3</i>	-30,7%	-36,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie*</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>116 257,1</i>	<i>120 768,8</i>	<i>122 425,1</i>	<i>123 966,4</i>	<i>125 123,1</i>	<i>126 222,5</i>	1,8%	4,5%
Autres agents	113 925,3	109 374,5	113 228,8	113 556,6	110 635,8	108 895,7	111 503,8	114 702,5	5,3%	1,0%
Dépôts à vue	31 499,1	31 281,9	35 472,7	30 927,0	30 479,7	30 190,4	31 130,2	38 187,6	26,5%	23,5%
Placements liquides ou à court terme	82 298,4	76 498,1	76 147,8	81 138,0	78 642,7	77 186,3	78 739,0	74 869,4	-3,0%	-7,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 449,9	4 468,1	4 921,2	5 197,9	5 165,2	5 134,6	4 898,7	4 998,5	-2,7%	-3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	77 848,6	72 030,0	71 226,6	75 940,1	73 477,5	72 051,7	73 840,3	69 870,9	-3,0%	-8,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>77 841,1</i>	<i>72 004,9</i>	<i>71 206,8</i>	<i>75 859,4</i>	<i>73 396,9</i>	<i>71 971,1</i>	<i>73 759,7</i>	<i>69 790,3</i>	-3,0%	-8,0%
Épargne à long terme	127,7	1 594,4	1 608,4	1 491,5	1 513,4	1 519,0	1 634,7	1 645,5	8,3%	10,3%
Total actifs financiers*	699 925,9	712 881,8	756 432,9	762 213,6	770 490,2	788 584,4	779 783,8	776 875,4	-1,5%	1,9%
Dépôts locaux	559 089,9	561 679,6	603 973,4	609 753,0	617 039,1	633 748,3	618 388,6	620 568,9	-2,1%	1,8%
Dépôts à vue	251 985,7	266 433,3	289 450,1	296 536,5	296 736,8	319 591,9	308 195,1	319 042,2	-0,2%	7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	90 216,5	96 949,8	101 379,8	102 370,8	103 001,7	105 958,7	105 179,0	105 680,6	-0,3%	3,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>85 684,7</i>	<i>92 264,5</i>	<i>95 981,2</i>	<i>96 565,7</i>	<i>97 235,5</i>	<i>100 131,4</i>	<i>99 360,5</i>	<i>99 826,0</i>	-0,3%	3,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>418,1</i>	<i>443,4</i>	<i>469,9</i>	<i>497,2</i>	<i>497,2</i>	<i>510,5</i>	<i>508,9</i>	<i>506,9</i>	-0,7%	2,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>509,7</i>	<i>485,3</i>	<i>478,1</i>	<i>461,2</i>	<i>458,7</i>	<i>456,4</i>	-1,0%	-5,9%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 474,0</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 524,7</i>	<i>4 505,8</i>	<i>4 581,7</i>	<i>4 579,0</i>	<i>4 580,6</i>	0,0%	1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>255,3</i>	<i>298,0</i>	<i>285,1</i>	<i>273,9</i>	<i>271,9</i>	<i>310,8</i>	13,4%	4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	216 887,6	198 296,5	213 143,5	210 845,7	217 300,7	208 197,7	205 014,5	195 846,1	-5,9%	-7,1%
<i>dont dépôts à terme</i>	<i>207 248,8</i>	<i>186 163,2</i>	<i>180 443,6</i>	<i>176 959,6</i>	<i>181 885,2</i>	<i>179 477,5</i>	<i>181 686,6</i>	<i>168 865,0</i>	-5,9%	-4,6%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont titres de créance négociables</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>29 987,9</i>	<i>31 050,3</i>	<i>32 548,0</i>	<i>25 820,1</i>	<i>20 395,3</i>	<i>24 015,8</i>	-7,0%	-22,7%
<i>dont obligations</i>	<i>2 480,4</i>	<i>2 593,6</i>	<i>2 712,0</i>	<i>2 835,8</i>	<i>2 867,5</i>	<i>2 900,1</i>	<i>2 932,7</i>	<i>2 965,2</i>	2,2%	4,6%
Placements hors zone d'émission	140 835,9	151 202,2	152 459,5	152 460,6	153 451,1	154 836,2	161 395,2	156 306,5	0,9%	2,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>21 619,6</i>	<i>22 620,1</i>	<i>21 871,7</i>	<i>21 127,4</i>	<i>20 858,3</i>	<i>20 966,1</i>	<i>20 816,4</i>	<i>20 810,0</i>	-0,7%	-1,5%
<i>dont actions</i>	<i>3 478,5</i>	<i>4 396,2</i>	<i>3 311,3</i>	<i>2 422,4</i>	<i>2 484,6</i>	<i>2 791,6</i>	<i>2 858,8</i>	<i>2 895,2</i>	3,7%	19,5%
<i>dont obligations</i>	<i>1 358,8</i>	<i>1 955,6</i>	<i>1 746,8</i>	<i>1 539,4</i>	<i>1 727,4</i>	<i>1 593,9</i>	<i>1 519,9</i>	<i>1 415,9</i>	-11,2%	-8,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>4 385,2</i>	<i>6 567,5</i>	<i>3 581,9</i>	<i>1 609,9</i>	<i>1 601,9</i>	<i>1 413,4</i>	<i>6 710,1</i>	<i>979,5</i>	-30,7%	-39,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 023,6</i>	<i>5 899,3</i>	<i>5 690,7</i>	<i>4 992,7</i>	<i>4 353,7</i>	<i>4 104,8</i>	<i>4 366,8</i>	<i>3 983,4</i>	-3,0%	-20,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie*</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>116 257,1</i>	<i>120 768,8</i>	<i>122 425,1</i>	<i>123 966,4</i>	<i>125 123,1</i>	<i>126 222,5</i>	1,8%	4,5%

* Suite aux corrections d'un EC concernant les contrats d'assurance vie aux ménages, certaines séries indiquées par un astérisque, ont dues être corrigées, dans un premier temps de juin-2014 à juin-2017. Pour ces séries, il convient de noter que les chiffres avant juin-2014 n'ont donc pas pu être corrigés avant la sortie de cette note et sont donc à utiliser avec la plus grande prudence.

Les crédits à l'économie

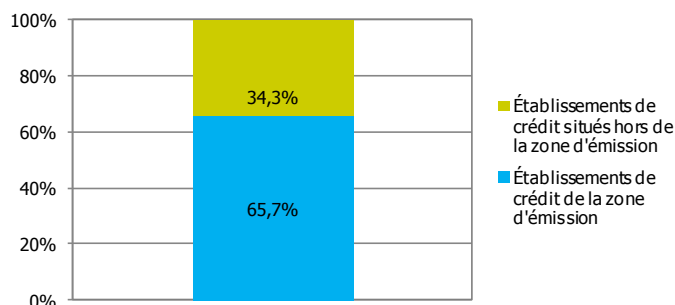
Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	84 621,1	74 353,3	76 324,9	79 097,9	78 595,8	77 837,9	75 069,4	78 141,9	0,4%	-1,2%
<i>Créances commerciales</i>	4 095,1	3 750,4	3 082,8	2 921,8	2 966,5	3 054,5	2 683,9	2 841,5	-7,0%	-2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 570,8	41 169,7	43 329,8	50 355,0	51 714,0	53 083,2	50 475,3	52 145,1	-1,8%	3,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 265,8	1 250,6	1 205,6	1 451,9	1 437,8	1 436,7	1 374,9	1 502,0	4,5%	3,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38 955,3	29 433,2	29 912,2	25 821,1	23 915,3	21 700,3	21 910,2	23 155,3	6,7%	-10,3%
Crédits d'investissement	170 937,4	175 950,6	183 874,0	183 936,5	183 698,7	186 277,3	182 586,1	181 416,2	-2,6%	-1,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	161 697,5	167 394,2	175 226,2	174 709,5	174 447,6	177 289,7	173 698,5	172 670,6	-2,6%	-1,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 298,5	7 928,7	5 650,7	5 221,3	5 121,2	5 152,4	4 983,6	4 878,8	-5,3%	-6,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 239,9	8 556,4	8 647,8	9 226,9	9 251,1	8 987,7	8 887,7	8 745,6	-2,7%	-5,2%
Crédits à l'habitat	42 176,4	42 812,3	51 076,2	54 915,7	55 810,9	56 926,7	57 774,6	56 865,0	-0,1%	3,5%
Autres crédits	15 732,9	14 714,8	12 482,6	10 860,4	10 796,2	10 576,2	11 000,1	10 382,5	-1,8%	-4,4%
Encours sain	313 467,8	307 831,0	323 757,7	328 810,5	328 901,6	331 618,2	326 430,3	326 805,7	-1,5%	-0,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	63 427,9	62 461,8	61 616,2	61 575,0	61 568,0	62 271,9	62 133,0	61 254,0	-1,6%	-0,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 479,2	47 964,1	46 972,1	46 047,1	46 578,3	47 811,7	47 310,9	46 436,3	-2,9%	0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 071,4	4 472,1	4 170,4	4 864,9	4 439,2	4 060,8	4 404,2	4 514,6	11,2%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	9 877,4	10 025,7	10 473,7	10 663,0	10 550,6	10 399,4	10 417,9	10 303,1	-0,9%	-3,4%
Crédits à l'habitat	259 963,8	259 870,4	268 388,5	289 887,3	295 590,9	300 643,8	303 204,9	306 736,1	2,0%	5,8%
Autres crédits	6 135,5	5 453,6	5 596,0	4 348,8	4 277,5	4 246,3	3 893,4	4 141,8	-2,5%	-4,8%
Encours sain	329 527,2	327 785,8	335 600,7	355 811,1	361 436,4	367 162,0	369 231,3	372 131,9	1,4%	4,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 944,1	1 712,0	2 310,1	2 008,1	1 969,8	2 479,7	1 306,1	1 056,7	-57,4%	-47,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	721,8	485,6	1 079,0	944,1	882,7	2 192,7	826,5	764,9	-65,1%	-19,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 222,3	1 226,4	1 231,1	1 064,0	1 087,1	287,0	479,7	291,9	1,7%	-72,6%
Crédits d'investissement	8 139,3	10 903,9	11 597,1	12 524,9	12 223,0	13 859,6	13 174,2	12 905,2	-6,9%	3,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 945,9	10 728,1	11 257,5	12 091,3	11 793,1	13 125,3	12 424,5	12 192,6	-7,1%	0,8%
Autres crédits									n.s	n.s
Encours sain	10 083,4	12 615,9	13 957,2	14 533,0	14 192,8	16 339,3	14 480,3	13 962,0	-14,5%	-3,9%
Autres agents										
Encours sain	16 049,9	13 271,3	12 596,9	14 224,1	12 911,5	15 674,7	12 170,1	12 011,5	-23,4%	-15,6%
TOTAL										
Encours sain	669 128,3	661 504,0	685 912,5	713 378,6	717 442,3	730 794,3	722 311,9	724 911,0	-0,8%	1,6%
Créances douteuses brutes	20 517,1	21 126,9	21 502,8	23 807,0	23 422,2	23 583,4	25 283,5	25 161,9	6,7%	5,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 293,2	8 425,6	8 352,7	9 610,2	9 364,1	8 810,7	10 211,5	9 962,8	13,1%	3,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	5 071,3	4 833,1	4 875,4	5 217,7	4 862,3	4 713,8	5 338,3	4 998,8	6,0%	-4,2%
<i>(dt) Ménages</i>	3 113,7	3 564,6	3 413,4	4 341,3	4 451,2	4 047,9	4 459,7	4 570,5	12,9%	5,3%
<i>Provisions</i>	12 223,9	12 701,3	13 150,1	14 196,8	14 058,1	14 772,7	15 072,0	15 199,1	2,9%	7,1%
Encours brut total	689 645,4	682 630,9	707 415,3	737 185,6	740 864,5	754 377,7	747 595,4	750 073,0	-0,6%	1,7%
Taux de créances douteuses	2,98%	3,09%	3,04%	3,23%	3,16%	3,13%	3,38%	3,35%	0,22 pt	0,12 pt
Taux de provisionnement	59,6%	60,1%	61,2%	59,6%	60,0%	62,6%	59,6%	60,4%	-2,2 pt	0,8 pts

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	84 950,5	74 670,1	76 984,1	80 587,2	80 115,1	79 592,2	76 684,7	79 690,7	0,1%	-1,1%
<i>Créances commerciales</i>	4 095,1	3 750,4	3 082,8	2 921,8	2 966,5	3 054,5	2 703,2	2 861,8	-6,3%	-2,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 829,3	41 403,3	43 891,5	50 575,4	51 934,4	53 525,7	50 695,7	52 365,5	-2,2%	3,5%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 265,8	1 250,6	1 205,6	1 451,9	1 437,8	1 436,7	1 374,9	1 502,0	4,5%	3,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	39 026,1	29 516,4	30 009,7	27 089,9	25 214,2	23 012,1	23 285,7	24 463,5	6,3%	-9,7%
Crédits d'investissement	238 234,5	229 675,9	242 526,4	250 445,8	246 781,9	243 721,5	249 596,9	248 746,5	2,1%	-0,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	228 933,3	221 068,1	233 836,5	240 951,5	237 219,4	234 418,1	240 391,6	239 688,2	2,2%	-0,5%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	8 298,5	7 928,7	5 650,7	5 221,3	5 121,2	5 152,4	4 983,6	4 878,8	-5,3%	-6,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 301,2	8 607,8	8 689,9	9 494,3	9 562,5	9 303,4	9 205,3	9 058,3	-2,6%	-4,6%
Crédits à l'habitat	115 268,2	117 822,0	131 082,1	136 379,7	138 108,7	142 749,6	143 062,7	144 223,6	1,0%	5,8%
Autres crédits	16 011,1	14 972,5	12 718,5	11 072,9	11 008,7	10 776,5	11 000,1	10 570,2	-1,9%	-4,5%
Encours sain	454 464,4	437 140,6	463 311,1	478 485,6	476 014,4	476 839,9	480 344,3	483 231,0	1,3%	1,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	73 760,2	73 290,5	72 556,9	72 696,6	72 555,6	73 261,6	73 394,2	72 588,4	-0,9%	-0,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	59 811,4	58 792,7	57 912,7	57 168,6	57 565,9	58 801,3	58 572,2	57 770,8	-1,8%	1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 071,4	4 472,1	4 170,4	4 864,9	4 439,2	4 060,8	4 404,2	4 514,6	11,2%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	9 877,4	10 025,7	10 473,7	10 663,0	10 550,6	10 399,4	10 417,9	10 303,1	-0,9%	-3,4%
Crédits à l'habitat	325 742,8	330 988,3	343 802,8	370 968,1	376 254,0	382 135,6	385 710,3	389 895,2	2,0%	5,1%
Autres crédits	6 135,5	5 465,6	5 607,3	4 414,0	4 341,4	4 308,8	3 954,5	4 201,5	-2,5%	-4,8%
Encours sain	405 638,5	409 744,4	421 967,0	448 078,7	453 151,0	459 706,0	463 059,1	466 685,1	1,5%	4,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 944,1	1 712,0	2 310,1	2 008,1	1 969,8	2 479,7	1 306,1	1 056,7	-57,4%	-47,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	721,8	485,6	1 079,0	944,1	882,7	2 192,7	826,5	764,9	-65,1%	-19,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 222,3	1 226,4	1 231,1	1 064,0	1 087,1	287,0	479,7	291,9	1,7%	-72,6%
Crédits d'investissement	65 660,6	75 082,0	96 684,3	108 335,0	111 349,1	131 096,9	124 972,9	133 818,8	2,1%	23,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	65 467,2	74 906,2	96 344,7	107 901,4	110 919,1	130 362,5	124 223,2	133 106,1	2,1%	23,4%
Autres crédits	155,8	147,0	188,1	129,1	128,3	124,5	123,7	119,9	-3,6%	-7,1%
Encours sain	67 760,5	76 941,1	99 182,5	110 472,3	113 447,1	133 701,1	126 402,7	134 995,4	1,0%	22,2%
Autres agents										
Encours sain	16 483,2	13 552,8	18 011,1	20 688,8	19 821,2	21 989,0	18 975,3	18 137,2	-17,5%	-12,3%
TOTAL										
Encours sain	944 346,6	937 378,8	1 002 471,6	1 057 725,4	1 062 433,7	1 092 236,0	1 088 781,4	1 103 048,7	1,0%	4,3%
dont ECHZE	275 218,3	275 874,8	316 559,2	344 346,8	344 991,4	361 441,7	366 469,5	378 137,7	4,6%	9,8%
Créances douteuses brutes	21 349,7	29 552,9	29 838,6	32 042,5	31 322,0	31 704,7	33 529,1	33 025,2	4,2%	3,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 125,8	16 306,6	15 998,6	14 446,5	13 917,6	13 494,8	14 768,3	14 471,4	7,2%	0,2%
(dt) <i>Entreprises</i>	5 071,3	11 707,5	11 714,6	9 053,7	8 401,7	8 223,4	8 517,3	8 360,0	1,7%	-7,7%
(dt) <i>Ménages</i>	3 946,2	4 571,1	4 220,0	5 341,7	5 465,3	5 222,5	5 837,5	5 717,9	9,5%	7,0%
Provisions	12 223,9	13 246,2	13 840,0	17 596,0	17 404,4	18 210,0	18 760,8	18 553,8	1,9%	5,4%
Encours brut total	965 696,2	966 931,7	1 032 310,2	1 089 767,9	1 093 755,7	1 123 940,7	1 122 310,5	1 136 073,9	1,1%	4,2%
Taux de créances douteuses	2,21%	3,06%	2,89%	2,94%	2,86%	2,82%	2,99%	2,91%	0,09 pt	-0,03 pt
Taux de provisionnement	57,3%	44,8%	46,4%	54,9%	55,6%	57,4%	56,0%	56,2%	-1,3 pt	1,3 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr